

**LE ROLE DE L'EDUCATION DANS LA TRANSMISSION DES EFFETS DES
REMISES MIGRATOIRES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS
SUBSAHARIENS**

**THE ROLE OF EDUCATION IN THE TRANSMISSION OF THE EFFECTS OF
MIGRATION REMITTANCES ON THE ECONOMIC GROWTH OF SUB-
SAHARAN COUNTRIES**

MBUSA MULENDU Jean Bosco

Doctorant chercheur en Economie internationale

Université Protestante au Congo

Faculté d'Administration des Affaires et des Sciences Economiques

République Démocratique du Congo (RDC)-Kinshasa

jeanboscomulendu@gmail.com

Date de soumission : 22/05/2023

Date d'acceptation : 13/07/2023

Pour citer cet article :

MBUSA MULENDU.J.B.(2023) «LE ROLE DE L'EDUCATION DANS LA TRANSMISSION DES EFFETS
DES REMISES MIGRATOIRES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS SUBSAHARIENS»,
Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 4 : Numéro 7 » pp : 276 – 296.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons
Attribution License 4.0 International License



Résumé

Le lien établi entre les remises migratoires et le développement économique des pays d'origine des migrants a longtemps fait l'objet des plusieurs travaux tant théoriques que empiriques. Essentiellement supposée linéaire ou non linéaire de type quadratique, « relation en cloche », ce présent travail démontre une nouvelle relation triangulaire cyclique entre remises migratoires-Education-Croissance. L'intérêt de cet article est de faire découvrir théoriquement le rôle axial que joue l'éducation dans la transmission des effets des remises migratoires sur le développement des pays dont les migrants sont originaires. Les principaux résultats de cet article montrent que les transferts des migrants reçus en ASS n'auront d'effets à long terme sur sa croissance économique que si et seulement s'ils auraient été orientés vers l'investissement en éducation dans le cours terme. Ainsi, notre présent article engendre une nouvelle théorie que nous qualifions de : « théorie de sélectivité d'emplois des transferts ».

Mots clés : Remises migratoires ; Education ; Croissance économique ; causalité triangulaire et Afrique subsaharienne

Abstract

The link established between migratory remittances and the economic development of the origin migrants' countries has long been the subject of several studies, both theoretical and empirical. Essentially supposed to be linear or non-linear of the quadratic type, “*migration hump*”, this paper demonstrates a new cyclical triangular relationship between Remittances-Education-Growth. The interest of this article is to theoretically discover the axial role that education plays in the transmission of the effects of migratory remittances on the original economy of migrants. The result is the following: remittances from migrants in SSA will only have long-term effects on his economic growth if and only if they would have been directed towards investment in education in the course term. Thus, this paper generates a new theory that we qualify as: “theory of selectivity of uses of remittances”.

Keywords: Migrant remittances; Education; Economic growth; triangular causality and sub-Saharan Africa

Introduction

La réflexion portant sur les avantages liés à la migration montre que les migrants, les régions dont ils sont originaires et celles qui les accueillent, en sont tous bénéficiaires d'une manière ou d'une autre. Dans les régions de destination, l'immigration vient suppléer à la rareté du facteur travail qualifié ou non. Dans les régions d'origine, l'avantage le plus documenté est sans doute la réception des remises migratoires dont bénéficient ces régions. Il est prouvé théoriquement que le volume des transferts des migrants vers l'Afrique subsaharienne est tellement considérable pour constituer un moyen alternatif de financement de leur développement économique (Adekunle, Williams, Omokanmi & Onayemi, 2020). Selon les données publiées par la Banque Mondiale, depuis 2015, après les aides publiques au développement (APD), les remises migratoires sont devenues la deuxième source de financement extérieur pour les pays africains, surpassant ainsi les IDE. Sa part dans le PIB est de 2.7%, devant les IDE qui en représentent 1.7% et derrière les APD représentant 3% du PIB de l'ASS.

D'autres retombées les plus récemment documentées de la migration internationale, sont les transferts de capital humain et social par les personnes ayant participé à la migration.

En principe, ces différents avantages migratoires à l'endroit des pays d'origine des migrants ne peuvent que stimuler la croissance économique de ces derniers. Si ce principe est désormais acquis, néanmoins la nature des liens entre migration et développement continue d'intriguer les chercheurs et les décideurs (Nyberg-Sørensen et al., 2002).

L'intérêt de cet article est de faire découvrir théoriquement le rôle axial que joue l'éducation dans la transmission des effets des remises migratoires sur l'économie des pays d'origine des migrants ; empiriquement, nous démontrons dans cet article une nouvelle relation cyclique remettant en cause la relation dite « en cloche » rependue dans la littérature portant sur le lien entre les remises migratoires et la croissance économique.

Les résultats des différents travaux empiriques sur ce sujet peuvent être classés en deux catégories d'approches expliquant les canaux de transmission des effets des capitaux étrangers que ça soit les IDE ou les remises migratoires sur le développement de leurs régions de provenance. Selon la première catégorie, il existe une relation linéaire et directe entre les capitaux étrangers que ça soit les IDE ou les transferts des migrants et la croissance (Li et Lui, 2005). Cette relation est généralement expliquée par le gap technologique entre les entreprises étrangères en cas d'IDE ou le gap de rémunération entre les économies locales des régions de provenance et de destination en cas des remises migratoires (Findlay, 1978 ; Haddad et

Harisson, 1993). La deuxième catégorie établit au contraire une relation non linéaire et non directe qui s'appuie généralement sur l'importance de la capacité d'absorption nationale des pays d'accueil de tirer profit ou d'étendre les effets positifs des capitaux étrangers, notamment sur le développement (e.g. Borensztein & al., 1998 ; Girma, 2005).

A ce qui nous concerne dans le présent article, nous explorons une nouvelle relation cyclique et triangulaire qui puisse exister entre ces trois grandeurs, et poursuivons comme objectif central de démontrer une relation de causalité réciproque : Migration-Education-Développement en ASS. Secondairement nous cherchons à ressortir l'incidence des transferts d'émigrants sur l'amélioration du capital éducatif ainsi que sur l'investissement local en ASS. Ces objectifs se traduisent sous forme des différentes questions suivantes : la croissance économique des pays subsahariens, est-elle expliquée significativement par les remises migratoires reçus ? les transferts des migrants en destination de l'ASS, contribuent-ils significativement au financement de l'éducation et de l'investissement physique dans cette région ?

Cet article présente d'abord le cadre théorique expliquant l'interdépendance entre nos trois variables d'intérêt, à deuxième lieu vient la méthodologie dans laquelle nous présentons le modèle et la méthode utilisée pour l'estimation et enfin nous représenterons et interprétons les résultats qui en découlent.

1. Cadre théorique

1.1. Remises migratoires et éducation

Sur le plan théorique, la relation entre remises migratoires et éducation est insuffisamment développée. Le lien entre les deux variables est essentiellement imputé à l'effet revenu. Les ménages à faibles revenus subissent des contraintes financières et sont dans l'incapacité de financer la scolarisation de leurs enfants. Si les transferts des migrants permettent de lever ces contraintes, les ménages en question disposeront des ressources nécessaires pour scolariser leurs descendants (Bansak et Chezum, 2009 ; Yang, 2008 ; Docquier et Rapoport, 2005).

De plus, puisque les revenus des ménages augmentent grâce aux transferts, les familles ont tendance à minimiser la charge de travail imposée à leurs enfants, ce qui accroît le temps disponible pour les études (Acosta, 2006). Dans cette optique, les transferts servant à financer la scolarisation des enfants peut s'apparenter à un investissement dont le rendement sera perçu lorsque les enfants accéderont au marché du travail.

Les transferts peuvent également créer des incitations négatives à la scolarisation des enfants, car l'absence parentale (migration de l'un des parents, généralement le père) peut déstabiliser le climat familial et impacter négativement sur les performances scolaires des enfants. Quelques

auteurs comme Hanson & Woodruff (2003), López Córdova (2005) et McKenzie & Rapoport (2010) mettent en évidence l'influence négative des remises migratoires sur la scolarisation, en termes de manque d'encadrement et de supervision des enfants.

Les individus peuvent également être découragés à investir dans l'éducation si la possibilité de migrer n'est pas conditionnée par un niveau d'étude élevé. Des enquêtes menées auprès des ménages mexicains indiquent que les migrations internationales ont un effet négatif sur la scolarité des enfants (McKenzie, 2006). Cette idée est cohérente avec les résultats d'autres études (Hanson and Woodruff, 2003) qui suggèrent que la scolarisation ne génère aucune incitation à la migration internationale dans les zones rurales du Mexique, tandis qu'elle a des effets positifs sur l'incitation à la migration interne.

Par ailleurs, la probabilité que les transferts soient investis dans la scolarisation est plus faible pour les ménages vivant dans les petites villes et dans les zones rurales, où le nombre d'enfants non scolarisés est plus important, les enfants étant souvent obligés de quitter l'école pour venir en aide à leurs parents dans les activités agricoles (Taylor & Mora, 2006 ; Özden & Schiff, 2006).

Sur un échantillon représentatif des régions en voie de développement, Mim & Mabrouk (2014) ont étudié l'impact des transferts des migrants sur l'éducation de base dans leurs régions d'origine, et vérifié si l'accumulation du capital humain qui en découle contribue à promouvoir la croissance économique. Il s'agissait, également, de mettre en évidence les canaux à travers lesquels les transferts sont susceptibles d'encourager l'accumulation du capital humain dans leur travail. Ces auteurs ont abouti à la conclusion selon laquelle les transferts impactent positivement et significativement sur le pourcentage d'inscrits à l'école secondaire dans toutes ces régions.

Suite à cette divergence sur la relation entre transferts et éducation, notre présent article propose une « théorie de sélectivité d'emplois des transferts ». Ces derniers doivent être orientés vers l'éducation pour espérer booster la croissance économique en long terme des pays récepteurs.

1.2. Education et croissance économique

Bien que le sens donné au concept de capital humain soit multiforme, l'OCDE le définit comme "le savoir que les personnes acquièrent et utilisent au cours de leur vie afin de produire des objets, des services ou des idées dans le contexte du marché ou hors de celui-ci". Ou encore comme : "les connaissances, habiletés, compétences et autres attributs incarnés dans des personnes et qui ont trait à l'activité économique".

Selon la nouvelle théorie de la croissance, le capital humain constitue un élément central dans le mécanisme de la croissance économique. Cependant, au début du troisième millénaire, Bils & Klenow (2000) pense que la principale causalité se situe de l'économie vers l'éducation et non l'inverse comme le suggèrent les nouveaux courants de la croissance. A se basant sur les données statistiques de l'Allemagne de 1872 à 1989, une régression linéaire du stock de capital humain en fonction de la durée de formation semble corroborer l'hypothèse de Lucas selon laquelle la durée de formation permet une croissance positive du stock de capital humain. Toutefois, on ne sait pas si le stock de capital humain croît à un taux au moins constant induisant ainsi une croissance autoentretenu. Une autre régression linéaire est effectuée à partir des salaires réels entre 1960 et 1989. Le lien négatif entre la croissance du capital humain et la durée moyenne de formation semble contredire les résultats précédents. Demeulemeester & Rochat (2003) émettent également des réserves quant au rôle de l'éducation universitaire sur la croissance économique : « (...) il n'est absolument pas évident que cette relation allant de davantage d'éducation vers plus de croissance soit aussi simple, mécaniste et linéaire (...). », (Demeulemeester & Rochat, 2003, p. 66).

De plus, le développement économique semble avoir une influence non négligeable dans le rôle conféré à l'enseignement supérieur, (Aghion & Cohen, 2003). Selon eux, « L'organisation du système éducatif affecte le potentiel de croissance différemment selon le niveau de développement économique », Aghion et Cohen (2003, p. 14). Ils soulignent en effet, l'impact du niveau de développement technologique dans le processus de croissance. Pour eux, selon le degré de développement d'un pays, le rôle de l'éducation est différent : pour les pays les plus riches, dits « proches de la frontière technologique », l'objectif est de maintenir le niveau économique atteint afin de rester compétitif et d'affronter sereinement les contraintes de concurrence. Ils vont ainsi adopter un comportement d'innovation et de créativité en favorisant l'éducation supérieure et la recherche. Les pays moins développés, vont au contraire chercher d'atteindre le niveau de développement des pays plus riches. Ils vont ainsi avoir un comportement de rattrapage, d'imitation et, en ce sens, vont privilégier le financement et le développement des instructions primaire et secondaire. Demeulemeester et Rochat (2003) montrent également dans leur analyse empirique sur l'Australie, la Suède et le Royaume-Uni, que selon l'histoire et les spécificités des pays, l'enseignement supérieur ne contribue pas de manière identique au développement du pays. Grammare (2007), afin de tenter de se prononcer sur le type de relation entre enseignement supérieur et croissance économique, a mené une démarche cliométrique visant d'une part, à

déterminer si ces théories se vérifient pour le cas de la France, et ensuite à voir si cela varie d'un pays à l'autre en fonction du degré de développement. Il a retenu deux pays à comparer avec le cas français depuis 1950 : le Japon et les Etats-Unis. En testant économétriquement les apports des nouvelles théories de la croissance et en mettant en avant l'hypothèse d'Aghion et Cohen (2003), il a montré que contrairement à la France, qui ne présente pas de lien entre l'enseignement supérieur et le développement économique, le Japon et les Etats-Unis affichent un lien entre ces deux agrégats.

Partant de ce qui précède, les pays subsahariens auraient intérêt à orienter leurs transferts reçus vers les dépenses en éducation de base (primaire et secondaire) car ceux-ci sont voués à l'imitation qu'à l'innovation, vu leur niveau de développement.

1.3.Remises migratoires et croissance économique

En abordant le lien entre remises migratoires et développement économique, l'on distingue principalement deux courants contradictoires à savoir : le courant optimiste et le courant pessimiste tels que détaillés ci-dessous :

1.3.1. Courants optimistes : théories néo-classique et allocation internationale optimale des facteurs de production

La nouvelle approche migratoire défendue par le courant néo-classique perçoit la migration comme une façon optimale d'allouer des facteurs de production au bénéfice des régions d'origine et de destination. Dans cette perspective de « croissance équilibrée », le déplacement du travail des régions moins développées vers les régions développées et industrielles (à l'intérieur ou à l'extérieur du continent) est perçu comme une condition préalable de la croissance économique et, par conséquent, comme un élément constitutif du processus de développement dans son ensemble (Todare, 1969:39). Le libre mouvement du facteur travail sur un marché entièrement libéralisé finira par aboutir à sa raréfaction, qui se traduira par une plus grande productivité marginale du travail et l'augmentation des salaires dans les pays émetteurs. Parallèlement, les flux de capitaux devraient suivre le mouvement inverse : des pays pauvres en main-d'œuvre aux pays émetteurs pauvres en capitaux. A long terme, ce mécanisme d'égalisation des prix des facteurs telle que prédite par le modèle Heckscher-Ohlin puis appuyé en 1941 par le théorème de Stolper Samuelson¹, prévoit que le phénomène de la migration

¹ Le théorème de Stolper-Samuelson a été dérivé en 1941 du modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson par Wolfgang Stolper et Paul Samuelson. La conclusion du théorème est que lorsqu'un pays s'ouvre à la concurrence internationale, le prix du bien qui bénéficie d'un avantage comparatif augmente.

prend fin une fois que convergent au même niveau les rémunérations du travail dans les pays de départ et de destination (Massey & al., 1998).

Dans un monde strictement néo-classique, le rôle développemental de la migration est donc exclusivement réalisé par l'égalisation du prix des facteurs. D'où le concept de croissance équilibrée issue de la migration.

Ce courant de penser est essentiellement alimenté par les travaux empirique de Djajic(1986) ; Taylor (1999:65) ; deHaas(2010,p.5); Penninx, (1982) ; Heinemeijer et al., (1977) ; Keely &Tran (1989:500) ; Fraenkel (2006).

Eu égard à ce qui précède, il y a lieu de chercher à connaître pourquoi cet espoir en la capacité de la migration à stimuler le développement économique s'est envolé spécialement dans les pays de l'ASS ? Ce présent travail cherche à dénicher le facteur important à mesure de redonner à la migration son rôle de stimulant de la croissance économique.

1.3.2. Courants pessimistes : fuite des cerveaux et la théorie de la causalité cumulative

Vers les années 1960, les théories socialistes, développementalistes et structuralistes ont remis en cause les réflexions optimistes de la migration (Frank, 1966, Frank, 1969). Dans cette approche pessimiste, la migration est désormais conçue comme un facteur accentuant des inégalités spatiales (à la fois sur les plans interrégionales et internationales), et non plus comme un facteur d'atténuation de ces inégalités. Le courant structuraliste considère la migration comme un moyen de fuir la pauvreté causée par le capitalisme mondial, ce dernier n'étant pas à mesure de changer les conditions structurelles qui aggravent la migration. Ainsi donc, dans la conception pessimiste, les mouvements migratoires sont de nature à exacerber le sous-développement des régions d'origine des migrants, en contribuant à l'amenuisement de leur main d'œuvre qualifiée, déjà rare. Cette approche est celle mettant en avant plan la problématique de la « fuite des cerveaux ».

Ces perspectives pessimistes semblent épouser l'idée dite de « causalité cumulative » appuyée par Gunnar Myrdal (1957). Cette théorie soutient que le capitalisme se distingue par l'approfondissement des inégalités spatiales en matière de bien-être. Elles épousent aussi la théorie de la dépendance des non migrants vis-à-vis des transferts, corroborant ainsi l'hypothèse que la migration contribue au « développement du sous-développement », et non le contraire. Ce courant est enrichi empiriquement par les travaux des plusieurs chercheurs tels que : Almeida (1973) ; Lipton, (1980) ; Rubenstein (1992) ; Reichert (1981) ;Binford (2003) ; Heering et al.(2004).

Notre présent travail, s'inscrit dans la démarche empirique du courant optimiste en vérifiant la relation réciproque et cyclique de long terme entre les remises migratoires et la croissance économique des pays subsahariens, tout en contrôle la variable du capital éducatif.

2. Méthodologie

Dans le cadre de ce travail, nous estimons un modèle de panel VAR auquel nous appliquons un test de causalité de Toda et Yamamoto (1995). Nous estimons ce modèle par les moments généralisés (GMM). Concrètement, il est premièrement question d'estimer un modèle VAR surparamétré mettant en relation les trois variables RNB, TRF et EDUC et étudier la significativité individuelle de chaque variable dans chaque équation ; deuxièmement nous procédons au test statistique de Wald pour déterminer si ces trois grandeurs se causent mutuellement au sens de TODA et YAMAMOTO. Dans cette logique nous croisons l'éducation et les transferts dans l'analyse de la causalité du RNB pour tester l'efficacité de l'éducation comme canal de transmission des effets des remises migratoires sur la croissance économique. Notre choix de ce modèle, est justifié par le fait que le modèle VAR s'applique bien à la vérification des relations réciproques entre les variables intégrées de même ordre (ou à des ordres différents comme il en est question dans notre travail). Nous cherchons à vérifier principalement une quelconque relation bidirectionnelle entre la migration (à travers les transferts) et la croissance économique par le canal du capital éducatif. Ce modèle est structuré comme suit :

$$\begin{aligned}
 PNB_{it} &= \alpha_0 + \sum_{h=1}^k \alpha_{1h} PNB_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \alpha_{2j} PNB_{it-j} + \sum_{h=1}^k \alpha_{1h} TRF_{it-h} \\
 &+ \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \alpha_{2j} TRF_{it-j} + \sum_{h=1}^k \alpha_{1h} EDUC_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \alpha_{2j} EDUC_{it-j} + \mu_{1t} \quad [1] \\
 TRF_{it} &= \beta_0 + \sum_{h=1}^k \beta_{1h} TRF_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \beta_{2j} TRF_{it-j} + \sum_{h=1}^k \beta_{1h} PNB_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \beta_{2j} PNB_{it-j} \\
 &+ \sum_{h=1}^k \beta_{1h} EDUC_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \beta_{2j} EDUC_{it-j} + \mu_{2t} \quad [2] \\
 EDUC_{it} &= \gamma_0 + \sum_{h=1}^k \gamma_{1h} EDUC_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \gamma_{2j} EDUC_{it-j} + \sum_{h=1}^k \gamma_{1h} PNB_{it-h} \\
 &+ \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \gamma_{2j} PNB_{it-j} + \sum_{h=1}^k \gamma_{1h} TRF_{it-h} + \sum_{j=k+1}^{k+d_{max}} \gamma_{2j} TRF_{it-j} + \mu_{3t} \quad [3]
 \end{aligned}$$

Avec :

Auxiliairement, nous estimons ensuite par les doubles moindres carrés ordinaires (2OLS) le système d'équations simultanées, dans l'objectif d'intégrer dans le modèle d'autres facteurs explicatifs de nos variables d'intérêt (TRF, EDUC, RNB), tels que l'écart entre les revenus, la sécheresse, les exportations des minerais, la structure économique des pays, la transition démographique et le chômage le développement financier.

Ce système d'équations est spécifié comme suit :

$$TRF_{it} = \beta_{0i} + \beta_1 CHOM_{it} + \beta_2 DREV_{it} + \beta_3 TDEMO_{it} + \beta_4 DEFIN_{it} + \beta_5 DUMMY_{it} + \varepsilon_{2it} [4]$$

$$RNB_{it} = \gamma_{0i} + \gamma_1 TFR_{it} + \gamma_2 FBCF + \gamma_3 SECH_i + \gamma_4 EDUC_{it} + \gamma_6 STRU_{it} + \gamma_7 EXPMIN_{it} + \gamma_8 TDEMO_{it} + \gamma_9 DUMMY_{it} + \varepsilon_{3it} [5]$$

$$EDUC_{it} = \delta_{0i} + \delta_1 TFR_{it} + \delta_2 RNB_{it} + \delta_3 TDEMO_{it} + \varepsilon_{4it} [6]$$

$$FBCF_{it} = \theta_{0i} + \theta_1 TFR_{it} + \theta_2 RNB_{it} + \varepsilon_{5it} [7]$$

Avec :

- RNB_{it} = Le revenu national brut du pays i à la période t
- TRF_{it} = Les transferts des migrants du pays i à l'instant t
- $EDUC_{it}$ = Le capital éducatif du pays i à l'instant t ;
- $EXPMIN_{it}$ = Les exportations des minerais et métaux du pays i à la période t ;
- $STRU_{it}$ = Le changement structurel enregistré dans le pays i à l'instant t ;
- $DREV_{it}$ = l'écart du revenu national brut par habitant d'un pays i à l'instant t à la moyenne du revenu national brut par habitant dans l'Union européenne.
- $DEFIN_{it}$ = le développement financier enregistré dans le pays i à l'instant t
- $TDMO_{it}$ = le niveau de transition démographique atteint par le pays i à l'instant t
- $CHOM_{it}$ = le taux de chômage du pays i à l'instant t
- $\alpha_0; \beta_0$ et γ_0 : représente les effets fixes (ou aléatoires selon le résultat que nous présentera le test de spécification de Husman) de chaque pays. Ce sont ces effets qui captent les spécificités propres aux pays non mesurables telles que l'instabilité politique, les guerres civiles, le terrorisme etc.
- Sont des perturbations du modèle qui sont supposées indépendantes et identiquement distribuées.

L'échantillon de notre étude est constitué de 14 pays subsahariens ayant les plus émigré vers l'Europe en 2020, d'après les chiffres rendus publiques par la BM, à savoir : le Nigeria (473250), le Sénégal (333550), le Ghana (284085), la Cote d'Ivoire (169915), le Mali (133821), Le Kenya (187678), Ethiopie (155303), l'Uganda (94974), la République démocratique du Congo (244691), le Cameroun (187582), la république du Congo (112409), L'Angola (249417), le Zimbabwe (183721) et la Zambie (41342). Pour raison de diversification, nous avons combiné plusieurs sources, essentiellement des bases des données macroéconomiques mondialement réputées à savoir : la Banque Mondiale(BM), l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), la Division population des nations unies (UN

Division Population), The *Balance of Payments Statistics Yearbook* du FMI pour les Transferts des migrants.

3. Présentation et discussion des résultats

3.1.L'impact des remises migratoires sur la croissance économique en ASS

Nos résultats nous montrent que les transferts des migrants font partie des facteurs expliquant positivement la croissance économique (l'accroissement du revenu national brut) des pays de l'ASS au même titre que la formation brute du capital fixe, les dépenses gouvernementales en éducation et le changement structurel. Quant aux facteurs sécheresse, exportation des matières premières et transition démographique, ils expliquent négativement et d'une manière significative l'accroissement du produit intérieur brut des pays de l'ASS.

D'une façon individuelle, les transferts expliquent plus significativement l'accroissement du PNB en Angola ; la FBCF est plus significatif au KENYA et au GHANA ; l'éducation explique plus la croissance économique que les autres facteurs en Uganda et au Sénégal ; le changement structurel est plus déterminant en ZAMBIE et en Ethiopie ; l'exportation des matières premières est plus significative en RDC et au Cameroun alors que la transition démographique est plus déterminant au MALI.

3.2.Impact des transferts des migrants sur l'éducation & investissement physique en ASS

Les transferts des migrants subsahariens constituent un appui significatif aux dépenses de l'éducation des non migrants. Par contre, outre le Nigéria et le Zimbabwe pris individuellement, dans l'ensemble ces transferts ne contribuent pas efficacement à booster les investissements locaux, qui dépendent essentiellement du revenu national de chaque pays. Par ailleurs l'éducation présente des diversités dans ses facteurs explicatifs lorsqu'on porte un regard sur chaque pays isolément. Les transferts des migrants sont les plus déterminants dans l'éducation au KENYA, au MALI et en UGANDA ; alors que la majorité des pays subsahariens qui ont reçu à investir des grosses sommes dans l'éducation, l'ont réalisé grâce à leur réussite dans la transition démographique, tels que l'Angola, la Côte d'Ivoire, la RDC, l'Ethiopie, le Ghana, le Sénégal et la Zambie. Seul le Nigéria n'ayant pas enregistré d'avancées significatives dans sa transition démographique a pu dépenser énormément dans son éducation grâce à son revenu national brut.

Dans le tableau n°1 ci-dessous, nous synthétisons les différents facteurs explicatifs de notre système d'équation y compris leurs degrés de significativité, leurs signes attendus et coefficients observés.

Tableau n°1 : synthèse des résultats d'estimation du modèle à équations simultanées

Variables explicatives	Equation[4] : Var.end. TRF		Equation[5] : Var.end. RNB		Equation[6] : Var.end. EDUC		Equation[7] : Var.end. FBCF	
	Sa	Coéff.o	Sa	Coéff.o	Sa	Coéff.o	Sa	Coéff.o
TRF			+	1.4E-07**	+	8.9E-09**	+	2.2E ⁻¹⁰
RNB					+	0.0016*	+	0.002**
EDUC			+	46.30**				
CHOM	+	3.7E ⁰⁷ **						
DREV	+	245363**						
TDEMO	+	-9.14E ⁰⁷ **	-	-49.9**	-	-3.64**		
FBCF			+	22.15**				
DEFIN	+	5.04E ⁰⁷						
SECH			-	-481.02*				
STRU			+	45.45**				
EXPMIN			+	-0.000112**				

Légende : sa =signe attendu ; coéffo =coefficient et signe observé ; *= signification au seuil de 10% ; ** = signification au seuil de 5%

3.3.Relation triangulaire entre Transferts, Croissance et Education

Les tests de cointégration de PEDRONI et KAO nous ont montré qu'il y a absence de cointégration des variables RNB, TRF et EDUC. Par conséquent, notre VAR est non cointégré ; d'où la nécessité de procéder à l'estimation du vecteur autorégressif en niveau corrigé (sur-paramétré) spécifié dans notre travail et de procéder au test de causalité de TODA et YAMAMOTO. Les résultats de ce test de causalité sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau n°2 : causalité entre les variables au sens de TODA et YAMAMOTO

	RNB	TRF	EDUC
RNB cause au sens de TY		Non	Oui*
TRF cause au sens de TY	Non		Oui *
EDUC cause au sens de TY	Oui **	Oui*	
TRF&DUC causent au sens de TY	Oui **		

Légende : oui*= cause au seuil de 10% et oui**=cause au seuil de 5%.

Il ressort de cela que les transferts seuls ne causent pas la croissance économique, mais leur combinaison avec l'éducation cause significativement la croissance économique. Quant à l'éducation, elle seule cause la croissance du RNB.

3.4.Causalité entre revenu national et les Transferts des migrants

La non causalité de RNB par des TRF à long terme, rime avec la conception néo-classique de la croissance économique. Le modèle de croissance de SOLOW en 1956 considéré que le fait que les rendements du facteur soient décroissants, freine le mécanisme d'accumulation et par conséquent conduit à une stagnation certaine de la croissance économique. Avec ce type de modèle, les effets des capitaux étrangers tels que les IDE, APU et transferts des migrants sur la croissance économique, ne peuvent pas s'étendre sur le long terme (DE MELLO, 1997).

Donc dans le court terme les TFR influencent la croissance économique d'une façon individuelle et dans le long terme ceux-ci n'auront d'effets sur la croissance économique que si et seulement s'ils auraient contribué à l'investissement en éducation dans le court terme. Ainsi, nos résultats confirment bel et bien la théorie de la croissance endogène en reconnaissant aux transferts le rôle de catalyseur de l'investissements en capital humain.

Des études empiriques antérieurs menées par Taylor & al.,(1996) et puis par Katseli & al., (2006) ; Docquier&Rapport (2005) ; Özden & Schiff,(2005) et de Haas (2007) ont permis de pointer l'impact potentiellement positif des migrants et des transferts de fonds sur la transformation sociale, économique et politique des sociétés et communautés d'origine. Nos résultats vont dans le même sens que ceux-ci en générale et confirment seulement à court terme les travaux des auteurs ayant démontré empiriquement un lien positif entre ces transferts et le développement économique (Gapen, Chami, Montiel, Barajas et Fullenkamp, 2009 ; Giuliano & Ruiz-Arranz, 2009 ; Meyer et Shera, 2017 ; Michal Rutkowski, 2021). Nos résultats contredisent néanmoins les travaux empiriques ayant une relation significative de long terme entre les remises migratoires et croissance économique, dans le contexte nigerian (Akonji &Wakili ;2013) et dans le contexte malaisien où Keong Choong & Yin Koay (2013) ont étudié le lien entre remises migratoires et croissance économique de 1975 à 2009, constatant que les envois de fonds et le développement financier sont statistiquement significatifs pour affecter la croissance économique à la fois à court et à long terme.

Soulignons par ailleurs que les résultats des principales études empiriques disponibles (Chami et al., 2008 ; Chami, Fullenkamp, Jahjah, 2005 et Giuliano et Ruiz Arranz, 2003) n'ont pas permis de mettre en évidence de relation stable et bien établie entre les remises migratoires et le développement économiques de long terme des pays bénéficiaires.

Quant aux facteurs traditionnels de la croissance : la FBCF, le facteur travail (capté ici par la transition démographique), l'éducation expliquent significativement la croissance économique subsaharienne. Le signe négatif devant la variable TDEMO dans l'équation [3] prouve que plus les pays de l'ASS fournissent des efforts dans leur processus de transition démographique (en diminuant leurs taux de natalité et de mortalité), plus ils se développent.

Empiriquement, le signe négatif devant le coefficient de la variable EXPMIN dans l'équation [3], vient confirmer l'expression de « malédiction des ressources naturelles » popularisée en 1990 par l'économiste britannique Richard Auty, telle que complétée par une étude récente dirigée par Papa N'Diaye montrant que l'économie des pays moins riches en ressources naturelles est, par nature, beaucoup plus diversifiée (FMI, 2019) et par conséquent plus développée. Ceci remet en cause les travaux empiriques de Devarajan et Fengler (2013) qui ont souligné que la croissance de l'Afrique avait tendance à suivre les évolutions des prix des matières premières, dont les cours ont fortement augmenté au cours des années 2000.

Sans surprise la sécheresse affecte négativement la croissance économique des pays subsahariens. C'est aussi ce qu'ont démontré les études menées par Tsangarides (2012) et le FMI (2010) cherchant à identifier les facteurs sous-jacents au renforcement du développement économique subsaharien ; parmi ces facteurs, les chocs exogènes causés par la sécheresse ont une incidence négative particulièrement marquée sur la durabilité de la croissance économique en Afrique.

A ce qui concerne la relation entre croissance et transformation structurelle, nos résultats s'alignent derrière ceux des travaux empiriques de Ocampo (2005), Hausmann et Rodrik (2006) qui ont montré que la transformation structurelle n'est pas un simple sous-produit de la croissance économique : elle en est également l'un des principaux moteurs. Elle influence non seulement le niveau de la croissance, mais également sa qualité (définie comme sa capacité à réduire la pauvreté et améliorer les indicateurs sociaux) et donc sa pérennité. En permettant la réallocation des ressources économiques d'un pays vers les secteurs les plus productifs, elle génère des gains immédiats de productivité (McMillan et Rodrik ;2011).

3.5. Causalité entre éducation et transferts

Entre l'éducation et les transferts nous constatons une causalité bidirectionnelle. C'est-à-dire les transferts sont destinés pour une bonne partie à financer les dépenses liées à l'éducation qui, par la suite devient elle-même facteur de migration suivie des nouveaux transferts. On assiste à quelque sorte à une spirale migratoire : Transferts- Education –migration & Transferts etc. Ceci nous permet de confirmer notre théorie de « sélectivité d'emplois des transferts » selon

laquelle : les pays de l'ASS ont intérêt à canaliser les transferts des leurs migrants vers l'investissement en éducation que dans la consommation finale, afin d'accroître d'avantage l'éducation des non migrants et booster leur croissance à la fois en court et en long terme.

Ainsi, dans le court terme, nos résultats concordent avec les travaux ayant démontré un lien significatif entre les transferts des migrants et l'éducation dans les pays émetteurs (Dustmann & Glitz, 2011 ; Gyimah-Brempong & Asiedu, 2015). Selon le sens spontané, les ménages à faibles revenus subissent des contraintes financières et sont dans l'incapacité à financer la scolarisation de leurs enfants. Si les transferts des migrants permettent de lever ces contraintes, les ménages en question disposeront des ressources nécessaires pour scolariser leurs descendants (Bansak et Chezum, 2009 ; Yang, 2008 ; Docquier et Rapoport, 2005). De plus, puisque les revenus des ménages augmentent grâce aux transferts, les familles ont tendance à minimiser la charge de travail imposée à leurs enfants, ce qui accroît le temps disponible pour les études (Acosta, 2006).

3.6. Contribution des transferts à la formation du capital physique

A ce qui concerne la contribution des transferts des migrants à l'investissement en capital physique dans leurs pays d'origine, la FBCF en ASS est significativement expliquée seulement par le revenu et non individuellement par les transferts des migrants. Ces résultats vont dans le même sens que les arguments de l'approche pessimiste de la migration considérant que remises migratoires stimulent plutôt les dépenses de consommation et l'inflation dans les autres régions (Appleyard, 1989, Rubenstein, 1992) et que les migrants investissent rarement leurs fonds dans des entreprises productives (Entzinger, 1985, p.268, Lewis, 1986). Dans ses travaux empiriques, Lipton (1980, p.12) conclut que les bénéficiaires utilisent avant tout les transferts de fonds pour rembourser les dettes contractées pour financer l'émigration ou l'éducation de leurs enfants. Selon lui, plus de 90 % des remises migratoires sont dépensés dans des biens de consommation de tous les jours et que dans le classement des usages les plus fréquents des transferts de fonds, les investissements n'occupent que la quatrième place. Ce constat est corroboré par plusieurs autres études empiriques menées au Mali et aux Comores par Martin & al. (2002) montrant que moins de 10 % des remises migratoires sont affectées à l'investissement local. Au Ghana, environ 30 % sont investis dans des actifs (terrains, bâtiments...) (Schoorl et al., 2000). D'après van Dalen et al (2005), les remises migratoires peuvent également être affectées au financement de la migration des autres membres de la famille. Par contre, nos résultats infirment ceux des travaux menés par Adekunle, Williams, Omokanmi & Onayemi (2020) montrant que l'ampleur des envois de fonds vers les pays

africains est suffisamment importante pour être considérée comme une source essentielle et alternative de financement des investissements. Bien avant ces auteurs il a été démontré qu'il y a eu très peu de preuves montrant que l'envoi de fonds d'émigrants dans les pays en développement, contribue directement à l'épargne ou à d'autres investissements financiers (Ahlburg 1996) ; Brown & Connel 1993). Par conséquent l'hypothèse arguant que les transferts peuvent constituer un accélérateur de l'investissement local en ASS est infirmée.

Conclusion et implication des résultats

En guise de conclusion, il sied de retenir que la thématique sur le lien entre les remises migratoires, l'éducation et la croissance économique, est abordé dans ce présent article dans le but d'élucider une causalité triangulaire et cyclique entre ces trois agrégats économiques. Les résultats se rapportant à notre première question révèlent que dans le court terme, les remises migratoires influencent significativement la croissance économique des pays de l'ASS d'une façon individuelle. Cependant, dans le long terme ceux-ci n'auront d'effets sur la croissance économique que si et seulement s'ils auraient contribué à l'investissement en éducation dans le court terme.

A ce qui concerne notre deuxième question, il résulte de notre analyse qu'entre l'éducation et les transferts, il existe un lien de causalité bidirectionnelle. C'est-à-dire les transferts en destination de l'ASS sont destinés pour une bonne partie à financer les dépenses liées à l'éducation qui, par la suite devient elle-même facteur de migration suivie des nouveaux transferts, créant ainsi une sorte de spirale migratoire : Transferts- Education –migration & Transferts etc, Par ailleurs, les remises migratoires ne contribuent pas significativement à l'investissement en capital physique (FBCF).

Du point de vue théorique, nos résultats impliquent la thèse suivante : l'ASS a intérêt à canaliser les transferts des leurs migrants vers l'investissement en éducation que dans la consommation improductive, afin d'accroître d'avantage l'éducation des non migrants et booster le développement économique de cette région, à la fois en court et en long terme. Notre présent article engendre donc une nouvelle théorie que nous qualifions de : « théorie de sélectivité d'emplois des transferts ».

Du point de vue empirique, notre travail implique une remise à cause de la relation « en cloche » (*migration hump*), en appuyant une possible relation cyclique de long terme entre les transferts et croissance économique si et seulement si ces premiers stimulent dans le court terme l'éducation.

Néanmoins, pour que les remises migratoires produisent des effets sur la croissance en court comme en long terme, nous recommandons aux décideurs des pays de l'ASS de développer leur secteur financier qui permettra la formalisation des transferts des fonds à travers les institutions financières et opérateurs de transferts classiques. Pour y arriver, il faut imposer un taux de transfert persuasif pour dissuader les transferts clandestins (transferts à la valise) car les transferts vers la plupart des pays subsahariens depuis l'Europe transiteraient à plus de 70 % par des canaux informels selon Freund et Spatafora (2005).

Pour améliorer les résultats de notre analyse, il faudra dans les études ultérieures considérer les données issues des enquêtes sur les ménages des migrants subsahariens, afin de découvrir d'autres secteurs d'affectation des transferts reçus. En outre, il y a lieu de continuer d'autres recherches sur la question suivante : vers quel niveau d'enseignement (primaire, secondaire ou universitaire) faut-il orienter les remises migratoires afin de soutenir plus durablement le développement économique dans le long terme ?

Références

- Acosta, P. (2006). Labor Supply, School Attendance, and Remittances from International Migration : The Case of El Salvador. *World Bank Policy Research*. Ahlburg, D. A. (1996). Remittances and the Income Distribution in Tonga. *Population Research and Policy Review*, 15(4), 391–400. <http://www.jstor.org/stable/40230110>
- Adekunle, I., Williams, T., Omokanmi, O., & Onayemi, S. (2020). Mediating roles of institutions in the remittance-growth relationship : Evidence from Nigeria. *Ekonomski anali*. <https://doi.org/10.2298/EKA2027007A>
- Akonji, R., & Wakili, A. M. (2013). *The Impact of Net Migrant Remittance on Economic Growth : Evidence from Nigeria*.
- Almeida, C. C (1973) : Emigration, espace et sous-développement, *International Migration*, vol.11 n°3, pp. 112-117
- Appleyard R. (1989): *The Impact of International Migration on Developing Countries*, Paris: Development Centre, OECD.
- Arranz, J., Giuliano, P., & Ruiz-Arranz, M (2006)): Remittances, Financial Development, and Growth, *Journal of Development Economics*, n°90, pp.144-152.
- Bansak, C., & Chezum, B. (2009a). How Do Remittances Affect Human Capital Formation of School-Age Boys and Girls? *American Economic Review*, 99(2), 145-148. Bansak, C., & Chezum, B. (2009b). How Do Remittances Affect Human Capital Formation of School-Age Boys and Girls? *The American Economic Review*, 99(2), 145-148.

- Bils, M., & Klenow, P. J. (2000). Does Schooling Cause Growth? *American Economic Review*, 90(5), 1160-1183. <https://doi.org/10.1257/aer.90.5.1160>
- Binford, L. (2003). Migrant Remittances and (Under)Development in Mexico. *Critique of Anthropology*, 23(3), 305-336.
- Borensztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J.-W. (1998): How does foreign direct investment affect economic growth? *Journal of International Economics*, vol.45 n°1, pp.115-135.
- Brown, Richard P. C., 1997. "Estimating remittance functions for Pacific Island Migrants," *World Development*, Elsevier, vol. 25(4), pages 613-626, January.
- Chami, R., Fullenkamp, C., & Jahjah, S. (2005): Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development? *IMF Staff Papers*, vol.52 n°1, pp.55-81.
- De Haas, H. (2010). Migration and Development : A Theoretical Perspective1. *International Migration Review*, 44(1), 227-264.
- Demeulemeester, J.-L., & rochat, D. (2003). Le développement de l'enseignement supérieur assure-t-il le développement économique ? *Economies et Sociétés (Serie 'Histoire Economique Quantitative')*, 29, 43-73.
- Djajic, S. (1986). International migration, remittances and welfare in a dependent economy. *Journal of Development Economics*, 21(2), 229-234.
- Devarajan, S. & Fengler, W. (2013). L'essor économique de l'Afrique. Motifs d'optimisme et de pessimisme. *Revue d'économie du développement*, 21, 97-113.
- Dg, Papademetriou(1985). Illusions and reality in international migration : Migration and development in post World War II Greece. *International Migration (Geneva, Switzerland)*, 23(2).
- Docquier, F., & Rapoport, H. (2005). Migration du travail qualifié et formation de capital humain dans les pays en développement : Un modèle stylisé et une revue de la littérature récente. *Économie internationale*, 104(4), 5-26.
- Dustmann, C., & Glitz, A. (2011). *Migration and Education* (p. 327-439) [Handbook of the Economics of Education]. Elsevier.
- Entzinger, H. (1985). Return Migration in Western Europe. *International Migration*, 23(2), 263-290. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.1985.tb00319.x>
- Findlay, R. (1978). Relative Backwardness, Direct Foreign Investment, and the Transfer of Technology : A Simple Dynamic Model. *The Quarterly Journal of Economics*, 92(1),
- Fraenkel, J. (2006). Beyond MIRAB : Do aid and remittances crowd out export growth in Pacific microeconomies? *Asia Pacific Viewpoint*, 47(1), 15-30.

- Gapen, M., Barajas, A., Chami, R., Montiel, P. & Fullenkamp, C. (2009): *Do Workers' Remittances Promote Economic Growth?* IMF Working Paper N° 2009 p.153
- Girma, S. (2005). Absorptive Capacity and Productivity Spillovers From FDI : A Threshold Regression Analysis. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 67, 281-306.
- Giuliano, P. and Ruiz-Arranz, M (2009): Remittances, Financial Development and Growth, *Journal of Development Economics*, n°90, pp.144-152.
- Gyimah-Brempong, K., & Asiedu, E. (2015). Remittances and investment in education : Evidence from Ghana. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 24(2), 173-200.
- Haddad, M., & Harrison, A. (1993). Are There Positive Spillovers From Direct Foreign Investment? : Evidence From Panel Data for Morocco. *Journal of Development Economics*, 42, 51-74.
- Hanson, G., & Woodruff, C. (2003a). *Emigration and Educational Attainment in Mexico*.
- Heering, L., van der Erf, R., & van Wissen, L. (2004). The role of family networks and migration culture in the continuation of Moroccan emigration : A gender perspective. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 30(2), 323-337.
- Heinemeijer, W. F., & Haan, R. den. (1977). *Partir pour Rester : Une enquête sur les incidences de l'émigration ouvrière à la campagne marocaine*
- Jaoul-Grammare, M. (2007). *Enseignement supérieur et croissance économique. Analyse économétrique de l'hypothèse d'Aghion & Cohen*.
- Katseli, L. T., Lucas, R. E. B., & Xenogiani, T. (2006). *EFFECTS OF MIGRATION ON SENDING COUNTRIES: WHAT DO WE KNOW?*
- Keely, C. B., & Tran, B. N. (1989): Remittances from labor migration: Evaluations, performance and implications, *The International Migration Review*, vol.23 n°3, pp.500-525.
- Koay, Y.-Y. (2013). *The Nexus Between Worker Remittances and Economic Growth in Malaysia*.
- Lewis, J. R. (1986). International Labour Migration and Uneven Regional Development in Labour Exporting Countries. *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, 77(1), 27-41. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9663.1986.tb01293.x>
- Li, X., & Liu, X. (2005). Foreign Direct Investment and Economic Growth : An Increasingly Endogenous Relationship. *World Development*, 33, 393-407.
- Lipton, M. (1980): Migration from rural areas of poor countries : The impact on rural

- productivity and income distribution, *World Development*, vol.8 n°1, pp.1-24.
- López-Córdova, J. (2004). Globalization, Migration, and Development : The Role of Mexican Migrant Remittances. *Journal of LACEA Economia*,
- Martin, S. (2002). Averting Forced Migration in Countries in Transition. *International Migration*, 40(3), 25-40. <https://doi.org/10.1111/1468-2435.00195>
- Massey, D. S. (1999). International Migration at the Dawn of the Twenty-First Century : The Role of the State. *Population and Development Review*, 25(2), 303-322.
- McKenzie, D., & Rapoport, H. (2011). Can migration reduce educational attainment? Evidence from Mexico. *Journal of Population Economics*, 24(4), 1331-1358.
- McMillan, M., Rodrik, D., & Verduzco-Gallo, Í. (2014). Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa. *World Development*, 63, 11-32.
- Meyer, D. and Shera, A. (2017): The Impact of Remittances on Economic Growth: An Econometric Model, *Economia*, n°18, pp.147-155.
- Mim, S. B., & Mabrouk, F. (2014). À travers quels canaux les transferts des migrants promeuvent-ils le capital humain et la croissance ? *Mondes En Développement*, n° 167(3), 131-147.
- Nyberg-Sørensen, N., Hear, N. V., & Engberg-Pedersen, P. (2002): The Migration–Development Nexus: Evidence and Policy Options, *International Migration*, vol.40 n°5, pp.49-73.
- Ocampo, J. A., & Martin, J. (2005). *Mondialisation et développement : Un regard de l'Amérique latine et des Caraïbes*. IHEAL
- Ozden, C., Schiff, M., & Bank, W. (2006). International migration, remittances, and brain drain.
- Penninx, R., Schoorl, J. J., & Praag, C. S. van. (1993). *The impact of international migration on receiving countries : The case of the Netherlands*. Swets & Zeitlinger.
- Reichert, J. S. (1981). The Migrant Syndrome : Seasonal U.S. Wage Labor and Rural Development in Central Mexico. *Human Organization*, 40(1), 56-66.
- Rubenstein, H. (1992). Migration, Development and Remittances in Rural Mexico. *International Migration*, 30(2), 127-153.
- Taylor, J. E., & Mora, J. (2006). *Does Migration Reshape Expenditures In Rural Households? Evidence From Mexico*. The World Bank.
- Toda, H.Y. and Yamamoto, T. (1995) Statistical Inference in Vector Autoregressions with Possibly Integrated Processes. *Journal of Econometrics*, 66, 225-250.

- Todaro, M. (1969): A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries, *American Economic Review*, n°59, pp.138-148.
- Tsangarides, C. G. (2012): Crisis and recovery: Role of the exchange rate regime in emerging market economies, *Journal of Macroeconomics*, vol.34 n°2, 470-488.
- Yang, D. (2008). International Migration, Remittances and Household Investment : Evidence from Philippine Migrants' Exchange Rate Shocks. *The Economic Journal*, 118(528), 591-630.